



Avant-poste à Um Al Kheir dans les collines du sud d'Hébron.
Photo : Dominic pour PWS, juin 2025

Shepherding outposts – l'appropriation de terres cisjordaniennes par Israël

Ces dix-huit derniers mois, Israël a systématiquement intensifié sa politique visant l'appropriation de terres palestiniennes dans les territoires occupés de Cisjordanie. Les shepherding outposts, soutenus par l'État d'Israël qui leur attribue de nombreuses terres et des moyens financiers, jouent un rôle central.¹

Par Florian, ancien observateur des droits humains en Palestine/Israël (EAPPI)² et Sarah, responsable du programme pour la Palestine/Israël

Plus de 260 avant-postes viennent s'ajouter aux 150 colonies israéliennes en Cisjordanie, dont à peu près la moitié sont ce qu'on appelle des « shepherding outposts ».³ La différence entre colonies et avant-postes réside dans le fait que les premières sont reconnues par l'État d'Israël, alors que les avant-postes sont considérés comme illégaux, même selon le droit israélien. Du point de vue du droit international, les colonies et les avant-postes sont illégaux.

En 2024, plus d'avant-postes ont été établis que jamais auparavant, dont la plupart sont des shepherding outposts.⁴ Ces derniers, souvent appelés aussi « fermes », se consacrent principalement à l'élevage de bétail et aux pâturages. Ils sont établis par un groupe

relativement petit, de quelques centaines de personnes au total, pour la plupart des colon-e-x-s radicaux.⁵ Hagit Ofran, la coresponsable du projet Settlement Watch auprès de l'organisation israélienne pour la paix Peace Now, nous a expliqué à ce sujet : « *Selon nos observations, ces fermes sont devenues un phénomène systématique en 2017-2018, mais depuis 2023, un boom s'est produit. Nous avons établi une carte du territoire occupé actuellement par les shepherding outposts ; il s'agit de 14 % de la Cisjordanie.* »

Ali Awad, journaliste indépendant, qui a notamment écrit pour le +972 Magazine et Haaretz, vit dans les collines du sud d'Hébron. Il nous décrit la situation : « *Avec les communautés voisines, nous avons cultivé des milliers de dounams⁶ de terres, mais les colon-e-x-s sont venu-e-x-s ce printemps avec leurs troupeaux et ont détruit nos champs.* » Depuis l'été 2022, 70 % des terres saisies par des colon-e-x-s l'ont été sous le prétexte de l'économie pastorale. Ainsi, les quelques centaines de colon-e-x-s de ces shepherding outposts contrôlent désormais une zone environ quatre fois aussi grande que les zones clôturées des colonies israéliennes, dans lesquelles vivent environ un demi-million de personnes.⁷

Malgré leur statut illégal, même selon le droit israélien, les avant-postes sont soutenus financièrement depuis des années par l'État israélien. D'après des rapports de Peace Now, le ministère de l'agriculture israélien accorde des subsides pour la « préservation

^{1,7,10,14,16} https://peacenow.org.il/wp-content/uploads/2025/03/The_Bad_Samaritan_ENG.pdf

² Le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) est un programme du Conseil œcuménique des Églises (COE). PWS est responsable de la mise en œuvre opérationnelle en Suisse.

³ <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/population>

⁴ https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Hs_JdYPEs4oXs09zG3Hd4tWBpYo0Imk-J6WuXAEgMI0U/edit?gid=1922566311#gid=1922566311

⁵ <https://edition.cnn.com/2025/03/20/middleeast/israel-west-bank-herding-outposts-intl-invs>

⁶ 1 dounam correspond à 0,1 hectare

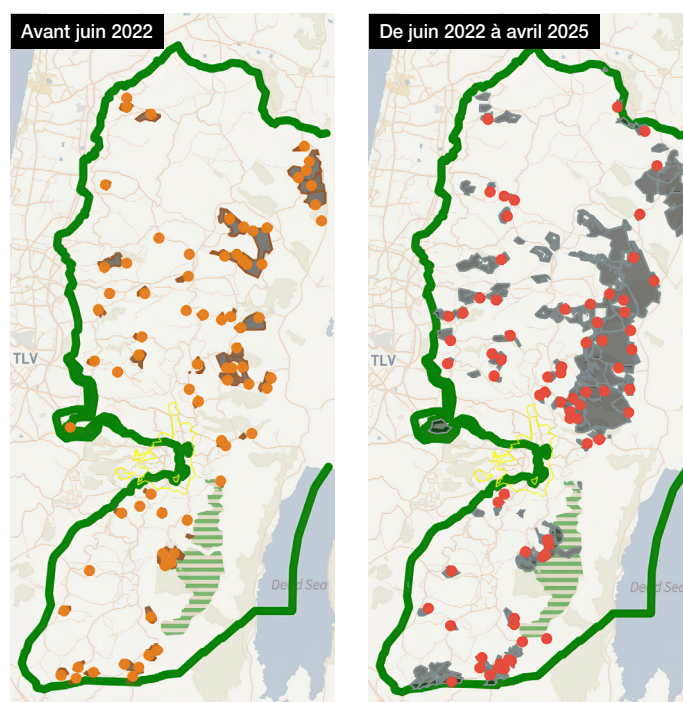
Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet (peacewatch.ch) ou sur nos blogs, sur le Honduras (peacewatch.blog) ou sur EAPPI (eappiswitzerland.wordpress.com).

d'espaces libres par des pâturages », mais ceux-ci ne sont attribués qu'aux colon-e-x-s israélien-ne-x-s et pas aux éleveur-euse-x-s palestinien-ne-x-s.⁸ De plus, l'État israélien a fourni ces dernières années plusieurs millions de shekels⁹ pour l'infrastructure de ces avant-postes, notamment pour des besoins en matière de sécurité.¹⁰ En 2024, 70 d'entre eux ont été reconnus éligibles pour une aide financière par le ministre des Finances israélien.¹¹ De plus en plus d'avant-postes sont légalisés et de violations des règles de construction par les colon-e-x-s ne sont pas sanctionnées.¹²

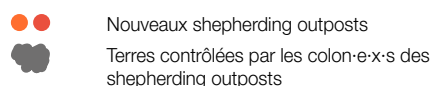
Le gouvernement israélien déclare aussi de plus en plus souvent des terres palestiniennes comme « State Land » ou « Firing Zones » et les loue indirectement à des colon-e-x-s, notamment par le biais de soi-disant « contrats de pâturage ».^{13,14} Ali explique : « *Le gouvernement israélien a déclaré des centaines de milliers de dounams comme State Land. Les colon-e-x-s les louent [et] y construisent leurs shepherd outposts. Ils occupent toutefois bien plus de terres palestiniennes, largement au-delà des zones louées, pour faire paître leurs troupeaux. Ils nous évincent de nos terres.* »

Différentes méthodes sont utilisées par ces colon-e-x-s pour chasser la population palestinienne et annexer ces terres aux nouveaux avant-postes, allant du harcèlement à des agressions brutales avec des armes à feu.¹⁵ Depuis juillet 2022, 60 communautés palestiniennes en Cisjordanie ont ainsi été expulsées.¹⁶ La communauté d'Ali, dans les collines du sud d'Hébron, est régulièrement touchée par la violence des colon-e-x-s : « *Nous les Palestinien-ne-x-s sommes harcelé-e-x-s, pourchassé-e-x-s par des quads ou les colon-e-x-s tentent de voler nos troupeaux. Tout [est mis en œuvre] pour nous empêcher d'accéder à nos terres.* »

Cette violence ne survient toutefois pas dans le vide. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, les appropriations de terres par l'État et les agressions par les colon-e-x-s sont étroitement liées : « *L'État saisit ouvertement des terres, [...] tandis que des colon-e-x-s [...], pour leurs propres raisons, font preuve de violence envers les Palestinien-ne-x-s. Mais en réalité, c'est une seule et même procédure : la violence des colon-e-x-s envers les Palestinien-ne-x-s constitue pour l'État un outil informel important lui permettant de s'appropriier toujours plus de terres en Cisjordanie.* »¹⁷ Les actes de violence envers les



Quelle: <http://herding.keremnavot.org/herding/>



Palestinien-ne-x-s restent souvent sans conséquences pénales.¹⁸ Les représentant-e-x-s de l'État sont parfois même directement impliqué-e-x-s.¹⁹

Les volontaires EAPPI observent aussi la propagation des shepherd outposts autour des communes que le programme accompagne et ressentent cette dynamique entre colon-e-x-s et soldat-e-x-s. Dans la vallée du Jourdain, la plupart des incidents documentés au cours des derniers mois sont des agressions par des colon-e-x-s exploitant des shepherd outposts. Un volontaire raconte : « *En mars 2025, des colon-e-x-s d'un shepherd outpost ont dérobé environ 1500 moutons à des familles palestiniennes dans une commune de la vallée du Jourdain appelée Ras Ein Al-Auja, en présence de l'armée israélienne.* »

Malgré tout, les communes palestiniennes exercent une résistance. Dans les collines du sud d'Hébron, les activistes palestinien-ne-x-s et israélien-ne-x-s disposent d'un bon réseau et peuvent réagir aux attaques en quelques minutes, filmant ces agressions et tentant ainsi d'exercer un effet dissuasif sur les colon-e-x-s. La présence des observateur-ice-x-s des droits humains EAPPI peut constituer un soutien important dans ces moments : elle démontre la solidarité, et dans certains cas, a un effet dissuasif. De plus, la documentation des violations des droits humains permet d'attirer l'attention internationale. L'expulsion ciblée par le biais des shepherd outposts ne doit pas être acceptée, mais au contraire dénoncée comme une violation du droit international.

⁸ <https://peacenow.org.il/wp-content/uploads/2024/05/Ministry-of-Agriculture-support-to-Farms-ENG2.pdf>

⁹ 1 million de shekels correspond à environ CHF 235 000

¹¹ <https://peacenow.org.il/en/construction-in-outposts>

^{12,18} <https://peacenow.org.il/wp-content/uploads/2025/02/SW-Report-Summary-2024-Peace-Now-February-2025.pdf>

¹³ L'attribution des terres se fait par le biais d'institutions non étatiques, telles que la Settlement Division, qui s'est vu confier la gestion de centaines de milliers de dounams de terres.

¹⁵ <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/04/state-backed-deadly-rampage-by-israeli-settlers-underscores-urgent-need-to-dismantle-apartheid/>

^{17,19} https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202111_state_business_eng.pdf